



## Westminster & City News

NUMÉRO 2

Du 15 au 21 janvier 2021

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

**En novembre, l'économie britannique demeurait 9 % en deçà de son niveau de fin 2019** – Le PIB s'est contracté de 2,6 % en novembre 2020, une diminution plus faible qu'attendue par le consensus économique (-4,6 %). Les secteurs manufacturier et de la construction ont cru respectivement de 0,7 % et 1,9 %, malgré le confinement. En revanche, le secteur des services s'est replié de 3,4 %, la mise en place des dispositifs de retrait de commandes dans de nombreux commerces n'ayant pas permis de compenser la chute de la fréquentation. L'activité devrait continuer de se détériorer à court terme en raison des restrictions qui pourraient rester en place tout au long du premier trimestre. Au-delà, le gouverneur et le chef économiste de la Banque d'Angleterre ont estimé que le rebond de l'activité serait important au T2 grâce au déploiement rapide du programme de vaccination. Parmi les autres indicateurs publiés cette semaine, l'inflation a accéléré à 0,6 % en décembre, contre 0,3 % en novembre, grâce à la hausse des prix des transports et prix vestimentaires. Elle devrait rester sous la barre des 1 % jusqu'en avril. L'augmentation des prix de l'énergie au printemps devrait ensuite pousser l'indice des prix vers la cible des 2 %.

**Le gouvernement a lancé une consultation sur les droits des travailleurs** – Le nouveau ministre en charge de l'économie, Kwasi Kwarteng, a confirmé cette semaine que le Royaume-Uni souhaitait revoir son droit du travail à la suite de sa sortie de l'Union européenne. Le gouvernement cherche à identifier les règles qu'il pourrait modifier, notamment l'encadrement de la durée du travail (de même que l'obligation de suivi par l'employeur de la durée effective du travail dans son entreprise) et le temps de repos. Devant les nombreuses inquiétudes, exprimées entre autres par le parti travailliste et les syndicats, le gouvernement a démenti toute intention d'affaiblir le droit du travail, mettant en avant le fait que le Royaume-Uni aurait « l'un des meilleurs systèmes au monde en matière de droits des travailleurs » et que la sortie de l'Union européenne permettrait de poursuivre ces avancées.

**Des signaux contradictoires émanent du Trésor britannique sur la possibilité d'une hausse de la fiscalité en mars** – Selon des informations de presse, le Chancelier de l'Echiquier envisagerait d'augmenter la fiscalité pesant sur les entreprises à l'occasion des discussions budgétaires de mars, afin de commencer le redressement des finances publiques dégradées par la crise, avec un déficit de 19% du PIB en 2020. En novembre 2019, le gouvernement avait déjà renoncé à mettre en œuvre l'engagement d'une baisse du taux de cet impôt de 19% actuellement à 17%. Un point de hausse du taux représenterait près de 3,5 mds£ de recettes fiscales supplémentaires. Ces rumeurs s'inscrivent dans le contexte d'un débat interne au parti conservateur sur la perspective du maintien de la hausse de la prestation sociale unique (*universal credit*) en 2021 et l'extension des dispositifs de soutien. Au-delà de l'impôt sur les sociétés, le Trésor britannique réfléchirait à mettre en place une taxe sur les ventes en ligne et à réformer les impôts fonciers et sur les plus-values du capital. Cependant, le Secrétaire d'Etat, Jesse Norman, en charge de la politique fiscale a indiqué devant le *Treasury Select Committee* qu'une hausse de la fiscalité pourrait être évitée si l'économie rebondissait rapidement grâce au déploiement vaccinal. Selon lui, l'augmentation précoce de certaines taxes pourrait même être préjudiciable à la reprise économique, comme l'ont également argué le FMI et l'OCDE.

#### COMMERCE

**La loi sur le commerce tarde à être promulguée en raison de désaccords parlementaires** – Après plusieurs semaines de débats à la chambre haute sur la *Trade Bill*, les Lords ont adopté une série d'amendements qui a ensuite été rejetée par les Communes. Ont notamment été écartés par les députés, un amendement renforçant le contrôle du Parlement dans la conduite des négociations commerciales, un amendement permettant la révocation d'un accord commercial si l'une des parties venait à se rendre coupable de génocide, et l'amendement conditionnant la ratification des accords au respect du droit international par les parties. Le texte de la *Trade bill* sera à nouveau examiné par les Lords le 2 février prochain et fera l'objet d'une procédure de « navette » entre les deux Chambres en cas de nouveaux amendements. L'adoption décalée de ce projet de loi pourrait compliquer l'application pleine et entière des accords de continuité commerciale et limiter la capacité du RU à recourir à un panel large d'instruments de défense commerciale.

**La balance commerciale britannique se dégrade en novembre 2020** – Selon l'institut statistique britannique, le déficit de la balance commerciale, en excluant l'or non-monnaire et les métaux précieux, s'est creusé en novembre en glissement mensuel, s'établissant à -1,5 Md£, en raison d'une hausse de 2,4 Mds£ des importations, contre seulement une hausse de 1,9 Md£ des exportations. Cette dégradation résulte d'une augmentation du déficit de la balance des biens, tirée par une hausse des importations, en particulier de machines et d'équipements de transport. En glissement annuel, le déficit de la balance commerciale britannique s'est résorbé, et le Royaume-Uni enregistre un excédent commercial de 7,8 Md£ entre novembre 2019 et novembre 2020. Cet excédent au cours de la période de 12 mois se terminant en novembre 2020 est en grande partie imputable à une réduction du déficit de la balance des biens, en raison d'une chute plus importante des importations (en baisse de 77,6 Mds£) que des exportations (en repli de 55,9Mds£). Sur la période de trois mois se terminant en novembre 2020, la balance commerciale britannique a enregistré un déficit de 3,7 Mds£, contre un excédent de 4,4 Mds£ pour la période précédente, en raison également d'une dégradation de la balance des biens, tiré par une augmentation des importations de marchandises, et notamment de machines, de produits manufacturés divers et de matériel de transport.

**Le ministère du commerce international a organisé un sommet pour l'investissement en Afrique** – Douze mois après l'organisation du premier *UK-Africa Summit*, qui se voulait une manifestation du lancement de la politique internationale post-Brexit du Royaume-Uni, le *Department for International Trade* (DIT) a organisé le 20/01 une conférence virtuelle pour l'investissement.

## ACTUALITÉ FINANCIÈRE

### REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

**Le secteur financier réagit aux déclarations du Chancelier sur le futur de la City post-Brexit** – D'après le FT, les acteurs financiers installés à Londres considèrent qu'il n'y a guère besoin d'une dérégulation générale au Royaume-Uni, en réaction aux propos du Chancelier (voir WCN n°1). Ainsi que l'indique l'association professionnelle *TheCityUK*, le secteur britannique est globalement satisfait de la réglementation européenne importée (*onshored*) en droit britannique, le Royaume-Uni en ayant été l'un des principaux architectes. Une attention particulière est mise par les acteurs internationaux de la City sur les coûts de la divergence s'ils devaient se mettre en conformité avec plusieurs corpus réglementaires entre différentes juridictions. Enfin, le secteur considère plutôt que le gouvernement devrait "re-réglementer", c'est-à-dire moderniser la réglementation existante afin de créer un univers financier "adapté au 21<sup>ème</sup> siècle", qui permettrait de soutenir les secteurs en croissance de l'économie et de répondre aux enjeux de l'environnement post-pandémique, notamment dans les domaines de la FinTech et de la finance verte.

**Selon la directrice générale de la City, il ne revient pas à la place de critiquer les violations des droits humains en Chine** – Interrogée sur sa position sur la Chine et les Ouïghours par le quotidien *City AM*, Catherine McGuinness considère que le rôle de la place financière est d'abord d'examiner les relations commerciales et les domaines potentiels de coopération entre la City et la Chine "pour faire face aux défis mondiaux". Elle relègue au gouvernement le soin de prendre l'initiative sur les questions de droits humains, tout en déclarant ne tolérer aucune violation en la matière. Pour rappel, la *City of London Corporation*, qui dispose de bureaux à Pékin et Shanghai, avait adopté en 2020 une résolution pour condamner le gouvernement chinois après la mise en place des lois de sécurité à Hong Kong, mais C. McGuinness - ainsi que le Lord-Maire de la City, William Russell - avait voté contre la motion, estimant le « marché chinois important pour les services financiers et professionnels britanniques ».

**Selon un lobby, le Royaume-Uni maintient sa première place en Europe pour les investissements dans les FinTech** – D’après les calculs d’Innovate Finance, l’organisation représentant la communauté FinTech au Royaume-Uni, 4,1 Mds\$ de capital-risque et de capital-investissement ont été investis dans le pays en 2020, avec un total de 408 opérations. Devant l’Allemagne (1,4 Mds\$), la Suède (1,3 Md\$) et la France (522 M\$), le Royaume-Uni conserverait ainsi son titre de première destination d’investissement en Europe pour les entreprises FinTech, malgré une baisse de 9 % du montant total des capitaux investis par rapport à 2019 en raison de la crise sanitaire. Les entreprises basées à Londres ont attiré 91 % des capitaux, captant 3,8 Mds\$ dans le cadre de 310 opérations. Enfin, la levée de fonds de FinTechs fondées par des femmes a atteint 720 M\$ en 2020, représentant 17 % de l’investissement total - en augmentation par rapport à 2019, où elles n’avaient représenté que 11 % du total.

**Le London Metal Exchange (LME) envisage la fin de la criée** – Le LME a publié mardi 19 janvier un document de consultation identifiant une série de propositions pour moderniser le marché des métaux. Ainsi, face à la numérisation croissante du commerce des matières premières et, plus largement, du secteur des métaux physiques, le LME envisage la fermeture permanente du marché à la criée et le passage à une structure de tarification électronique. Ces propositions visent également à accroître la transparence de ce marché et à le rendre plus efficace. La consultation s’achèvera fin mars 2021, avec pour objectif de définir les prochaines étapes d’ici la fin du T2 2021.

## **BANQUES & ASSURANCES**

**La Banque d’Angleterre (BoE) a publié le scénario des tests de résistance des banques en 2021** – Le test de résistance sur l’évolution des niveaux de fonds propres des banques permettra à la BoE d’évaluer si le secteur est en capacité de faire face à une trajectoire macroéconomique sévère. Les résultats viendront compléter l’appréciation du Comité de politique financière de la BoE, qui avait évalué en décembre 2020 que les banques britanniques disposaient, dans l’ensemble, de réserves de capital suffisantes. Cet examen avait été fait sur la base de l’exercice de *reverse stress test* conduit en août 2020 ; le stress-test de 2021 viendra actualiser et affiner cette évaluation. Le scénario adverse retenu se fonde sur l’hypothèse d’une perte cumulée de PIB de 37% (base PIB 2019) entre 2020 et 2022, un pic de chômage à 12% et un choc sur les prix du marché immobilier résidentiel et commercial de 33%. Les résultats, disponibles au T4-2021, alimenteront les travaux courant 2021 de la *Prudential Regulatory Authority* en matière de fixation des besoins de fonds propres et de distributions de dividende.

**La banque HSBC s’apprête à fermer 82 agences au Royaume-Uni entre avril et septembre 2021** – Nouveau jalon du plan de transformation de la banque britannique, la décision intervient alors que de plus en plus de clients se tournent vers les services de banque numérique, un mouvement que la pandémie aurait mis en évidence et accéléré. HSBC a précisé que ces fermetures ne devraient pas entraîner de licenciements, et qu’un bureau de poste où les clients pourront continuer à traiter leurs transactions quotidiennes est présent à moins d’un kilomètre de quasiment toutes les agences fermées. Le réseau britannique d’HSBC comptera désormais 511 agences. En parallèle, des agences mobiles et temporaires (« pop-up ») seront déployées dans le courant de l’année.

**Les procédures de saisie de biens pourraient être multipliées par dix en 2022 en raison des défaillances des emprunteurs** – D’après des données de l’association professionnelle UK Finance, environ 81 300 ménages avaient des arriérés de prêts immobiliers en 2020, un chiffre qui pourrait augmenter jusqu’à 142 200 en 2021 avec la fin, au 1<sup>er</sup> avril, du moratoire sur le paiement des dettes et des saisies hypothécaires mis en place par la *Financial Conduct Authority* en raison de la crise. 127 000 propriétaires bénéficieraient actuellement de ces mesures. UK Finance estime que 22 300 propriétés pourraient être saisies par les banques en 2022, contre 2 900 en 2020.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE  
DE L’ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Emma Cervantes, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 21 janvier 2021

## TABLEAU DE CONJONCTURE

### ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

| Indicateurs*                  | Croissance T3 2020         | Moyenne sur 3 ans |       |
|-------------------------------|----------------------------|-------------------|-------|
| PIB en glissement annuel      | -6,3%                      | -0,5%             |       |
| PIB en glissement trimestriel | 15,5%                      | 0,0%              |       |
| PIB par habitant              | 15,4%                      | -0,2%             |       |
| Inflation (IPC)               | 0,6%                       | 1,9%              |       |
| Evolution de la demande       | Investissement             | 15,1%             | 0,2%  |
|                               | Consommation               | 18,3%             | -0,3% |
|                               | Dépenses publiques         | 7,8%              | -0,2% |
|                               | Exportations (B&S)         | 5,1%              | -0,1% |
|                               | Importations (B&S)         | 13,2%             | -0,5% |
| Evolution de la production    | Secteur manufacturier      | 18,8%             | -0,8% |
|                               | Secteur de la construction | 41,9%             | -0,1% |
|                               | Secteur des services       | 14,2%             | -0,6% |
| Parmi les services            | Finance et assurances      | 2,2%              | -0,4% |
|                               | Ventes au détail           | 17,3%             | 0,6%  |

### MARCHÉ DU TRAVAIL

| Indicateurs   | T3 2020             | Moyenne sur 3 ans |       |
|---|---------------------|-------------------|-------|
| Taux de chômage                                       | 4,8%                | 4,1%              |       |
| Taux d'emploi   | 75,3%               | 75,8%             |       |
| Nombre d'heures travaillées<br>(moyenne hebdomadaire) | 28,5                | 31,1              |       |
| Productivité horaire**                                | Croissance annuelle | -2,0%             | -0,3% |
| Salaires nominaux                                     | Croissance annuelle | 3,4%              | 0,7%  |
| Salaires réels  | Croissance annuelle | 2,9%              | 0,3%  |
| Revenu disponible par habitant                        | Croissance annuelle | -2,5%             | 0,3%  |
| Taux d'épargne des ménages                            | 29,1%               | 6,0%              |       |

### FINANCES PUBLIQUES

| Indicateurs                                     | T3 2020 (% du PIB) | Moyenne sur 3 ans |
|---|--------------------|-------------------|
| Déficit public (hors actifs bancaires)          | -10,1%             | -3,3%             |
| Dette du secteur public (hors actifs bancaires) | 101,2%             | 84,9%             |
| Investissement public net                       | -2,3%              | -2,1%             |

### COMMERCE EXTERIEUR

| Indicateurs                               | T3 2020 (% du PIB) | Moyenne sur 3 ans |      |
|---|--------------------|-------------------|------|
| Balance courante                          | -1,7%              | -4,3%             |      |
| Balance des B&S                           | 1,2%               | -1,0%             |      |
| Balance des biens                         | -3,9%              | -6,0%             |      |
| Balance des services                      | 5,1%               | 5,0%              |      |
| Taux de change<br>(moyenne trimestrielle) | GBP/EUR            | 1,10              | 1,13 |
|   | GBP/USD            | 1,29              | 1,30 |

#### Source : ONS

\* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

\*\* Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

\*\*\* Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.